



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Saint-Étienne-du-Rouvray, le 30 mars 2007

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DE HAUTE-NORMANDIE
21, avenue de la Porte des Champs
76037 ROUEN CEDEX
Tél : 02.35.52.32.00 – Fax : 02.35.52.32.32
Mél : drir-haute-normandie@industrie.gouv.fr

Affaire suivie
Groupe de subdivisions de Rouen-Dieppe
Subdivision Risques 3
par Alain PLANQUAIS
Téléphone : 02.32.91.97.78
Télécopie : 02.32.91.97.97
Mél : alain.planquais@industrie.gouv.fr
T:\Entreprises-Ris\ICFF RECYCLING REVIVAL\AP\2007\GSRD.2007.03.803CODERST régularisation et études sols et sous-sols.AP.doc

DEPARTEMENT DE SEINE-MARITIME

INSTALLATIONS CLASSEES

CFF RECYCLING REVIVAL

Siège social :
3, Avenue Marcelin Berthelot
Z.I. Val de Seine
92390 VILLENEUVE LA GARENNE

Adresse de l'exploitant :
164, Boulevard de Stalingrad
76120 LE GRAND-QUEVILLY

Proposition d'un arrêté de prescriptions complémentaires
Remise d'un dossier d'actualisation/régularisation et d'études des sols et sous-sols

Rapport au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires
et Technologiques de la Seine-Maritime

Réf. : GSRD.2007.03.803.AP.BeJ

1. PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

La société CFF RECYCLING REVIVAL implantée 164, Boulevard de Stalingrad à Grand-Quevilly, exerce notamment des activités de stockage et de cisailage/compactage de déchets de métaux, d'alliages et de résidus métalliques, sur une surface d'environ 24 800 m². Un plan de situation est joint en annexe 1.

2. SITUATION ADMINISTRATIVE

2.1. Arrêté préfectoral d'autorisation

Les activités de l'exploitant sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 2 avril 1981 (rubrique n° 286 – autorisation).



Ministère de l'Écologie
et du Développement Durable

2.2. Autres arrêtés préfectoraux

- Le 12 juillet 2007, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris pour constats de 17 non-conformités (stockages de tournures et de chutes souillées d'huiles dans des bennes non étanches et entreposées en dehors de toute rétention, non affichage de l'interdiction de fumer près des zones à risques, ...).
- Le 22 février 2007, a été pris un arrêté préfectoral de mise en demeure, suite aux constats de non-conformités (bennes non couvertes ou étaient entreposés des moteurs de véhicules contenant de l'huile, présence de flaques d'huiles noires sur le sol nu au droit d'une de ces bennes, dalle béton dégradé en plusieurs endroits - surface estimée à 50 m²) effectués lors de la visite d'inspection du 16 janvier 2007 (copie jointe des constats).

3. CONTEXTE DE LA DEMANDE D'ACTUALISATION DES ACTIVITES

Les activités de ce site sont importantes. En effet, en 2004/2005 environ 43 000 t de métaux ferreux (3 600 t/mois), dont 900 t/mois de ferrailles à broyer et 6 000 t, (500 t/mois) de métaux non ferreux ont été traités. Les activités sont réglementées par des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 avril 1981 (copie jointe).

Or, certaines prescriptions sont :

- devenues obsolètes, notamment : paragraphe 2.8 – explosion : engins de guerre, appel au service des munitions des armées, ... ;
- inadaptées, en particulier : paragraphe 2.3 – pollution des eaux respect d'un maximum de 15 mg/L ou 20 mg/L d'hydrocarbures dans les eaux rejetées en Seine ;
- absentes, notamment :
 - pas de prise en compte de la présence d'un portique de détection de radioactivité pour les déchets entrants (ce portique n'était pas fonctionnel, débranchement de l'informatique le jour de l'inspection) ;
 - pas d'obligation de local de confinement et de schéma d'alerte pour cette entreprise se situant en zone Z₁ Ammoniac, des installations de GRANDE PAROISSE qui lui est voisine (autre côté du Boulevard de Stalingrad) ;
 - pas de niveau des activités (stockages maxi et par catégorie de déchets, capacités annuelles et journalières du traitement - cisailage/compactage des déchets, surfaces dédiées qui y sont dédiées, ...).

Il est à signaler :

- qu'en juillet 2006, l'exploitant nous a remis, pour examen et observations, un dossier d'extension de ses activités (acquisition de 17 000 m², implantation d'une ligne de broyage de 1 030 kW pour traiter dans un premier temps 2 100 t/mois de ferrailles à broyer, avec une possibilité d'atteindre 8 000 t/mois de ferrailles à broyer) ;
- que le 26 juillet 2006, l'inspection a informé, par courrier, l'exploitant des compléments à apporter pour rendre conforme son dossier au regard des articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- que depuis cette date l'inspection n'a eu aucun nouveau contact afférent à cette demande d'extension des activités.

4. CONTEXTE DU PROJET D'ETUDE DES SOLS ET SOUS-SOLS

Le 16 janvier 2007, lors de la visite inopinée non exhaustive du site, l'inspection avait en substance constaté :

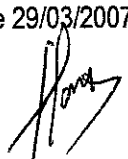

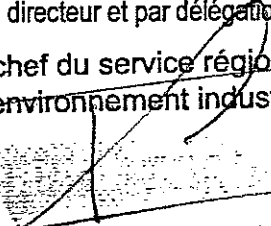
- une dégradation importante en plusieurs endroits de la dalle où sont entreposées les déchets de métaux souillés ou non. La surface dégradée cumulée a été estimée à 50 m² et laissait apparaître par endroits, la terre nue ;
- une flaque d'huiles noires sur de la terre nue (dégradation de la dalle), au droit d'une benne fuyarde où étaient entreposés des moteurs de véhicules, contenant de l'huile ;
- une portion de dalle (évaluée à 60 m) non jointive avec le mur côté Sud, de l'emprise du terrain.

Ces situations sont de nature à créer une pollution du sol et sous-sol dont la nappe phréatique est proche de la surface et en contact avec la Seine, située à environ 20 m, et à favoriser le transfert d'une pollution hydrocarburée vers les milieux récepteurs.

5. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Compte tenu de la situation constatée le 16 janvier 2007, l'inspection propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet joint visant à faire remettre un dossier d'actualisation/régularisation conforme aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 et à fournir la preuve que la qualité des sols et sous-sols est compatible avec les usages et les objectifs de la qualité des milieux fixés sur la zone (SAGE/SDAGE, ...).

Il est à noter que l'exploitant a été destinataire du projet de prescriptions, par courrier du 29 janvier 2007 et n'a pas, dans sa lettre du 15 février 2007, apporté une quelconque remarque sur la partie pollution des sols et pas de remarques circonstanciées sur la partie afférente à la remise d'un dossier d'actualisation/régularisation des activités.

<p>L'inspecteur des installations classées</p> <p>Le 29/03/2007</p>  <p>Alain PLANQUAIS</p>	<p>Vérificateur</p> <p>Le 6/3/7</p>  <p>A. TERNOT</p>	<p>Adopté et transmis à 18 AVR. 2007</p> <p>Monsieur le Préfet de Seine-Maritime,</p> <p>Le</p> <p>Pour le directeur et par délégation</p> <p>Le chef du service régional de l'environnement industriel,</p>  <p>Arnaud TOMASI</p>
---	---	--

Prescriptions complémentaires annexées à l'arrêté préfectoral
en date du

Société CFF RECYCLING REVIVAL S.A.S.

164, Boulevard de Stalingrad
76120 LE GRAND-QUEVILLY

---oo0oo---

L'exploitant de la Société CFF RECYCLING REVIVAL S.A.S., dont le site est situé 164, Boulevard de Stalingrad – 76120 LE GRAND-QUEVILLY :

- est tenu de remettre, dans un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, à Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime, un dossier d'actualisation de ses activités, dossier conforme aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- est tenu de respecter, les prescriptions suivantes, dans un délai maximal de 6 mois suivant la notification du présent arrêté, afin d'identifier toute pollution éventuelle du sol et du sous-sol sur son site sis 164, boulevard de Stalingrad – 76120 LE GRAND-QUEVILLY, d'apprécier les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1. du Code de l'environnement (livre V, titre I^{er}) qui leur sont associés et, le cas échéant, d'y remédier (le référentiel utilisé devra être la circulaire du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable du 8 février 2007 et les textes qui y sont rattachés).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux terrains extérieurs à l'emprise du site susvisé qui seraient affectés par une pollution provenant du site.

♦ Etude des sols et sous-sols

L'exploitant apportera, à l'inspection des installations classées, la preuve que la qualité des milieux (sols et sous-sols) est compatible avec les usages du site, au regard de l'exposition aux pollutions résiduelles issues de l'exploitation du site.

L'exploitant apportera également, à l'inspection des installations classées, la preuve que la qualité des milieux (sols et sous-sols) ne présente pas de risque pour l'environnement et ne fait pas obstacle à l'atteinte des objectifs de qualité des milieux fixés sur la zone (SAGE, SDAGE...)

Au besoin, l'exploitant réalisera ou fera réaliser tous les prélèvements et analyses nécessaires à la caractérisation des sources potentielles de pollution et à l'appréciation de leurs impacts éventuels sur l'homme et sur l'environnement, en précisant notamment les polluants potentiels ou identifiés, les sources de pollution, les vecteurs de transfert et les cibles identifiées.

- ♦ Plan d'action, en cas de pollution identifiée

Le cas échéant, l'exploitant proposera un plan d'actions, qu'il remettra à l'inspection des installations classées, visant à remédier à la pollution du site et précisant les mesures d'urgence, de prévention ou de surveillance que la situation rendrait nécessaire, en décrivant les phases de travail et leur coût.

- ♦ Rapport final

Dans son argumentaire, l'exploitant devra considérer les dispositifs de gestion sanitaire et environnementale réglementaires déjà en place et il pourra utilement utiliser les outils et guides méthodologiques ministériels relatifs à la gestion des sites et sols pollués.

L'exploitant remettra à l'inspection des installations classées tous les documents aidant à l'analyse et à l'évaluation des conclusions établies.

**Annexe 1 au rapport de l'inspection des installations classées
Référéncé GSRD.2007.01.588.AP.BeJ**

**Société CFF RECYCLING REVIVAL S.A.S.
Siège social : 3, avenue Marcelin Berthelot
Z.I. du Val de Seine
92390 VILLENEUVE LA GARENNE**

**Adresse de l'établissement : 164, boulevard de Stalingrad
76120 LE GRAND-QUEVILLY**

Fiche de visite d'inspection

1. ECARTS REGLEMENTAIRES

Paragaphes 2.3.1 et 2.3.2 du titre II de l'arrêté préfectoral du 02/04/1981	Pollution des eaux	Déjà signalé lors de l'inspection du 25/05/2004
<ul style="list-style-type: none">• 3 bennes non protégées des eaux météoriques et entreposant des moteurs contenant de l'huile sont présentes au Sud du site côté aval.• Des flaques d'huiles noires ont été constatées au droit d'une de ces bennes et au droit d'une surface de terrain nu (revêtement de sol dégradé).• De grandes surfaces de plusieurs m² (estimée à 50 m², en tout) sont dégradées en particulier côté Sud de l'atelier et près du stockage d'oxygène. Des plaques d'acier y ont été déposées pour permettre aux véhicules (camions/grues, ...) de circuler, mais elles ne sont pas fixées au sol et sont disjointes.• La dalle en béton côté mur aval n'est pas jointive avec le mur, sur une longueur d'environ 60 m. <p>Dans ce cadre, l'exploitant par courrier du 6 août 2004 s'était engagé à remédier à ces différentes situation, de nature à entraîner inéluctablement des pollutions de sol.</p> <p>Relevé de décision : lettre à l'exploitant, projet de mise en demeure, projet d'arrêté complémentaire recherche de pollution et projet de lettre à Monsieur le Procureur : assurer l'étanchéité complète du site [Délai maximal : 3 mois].</p>		
Paragaphes 2.3.6 du titre II de l'arrêté préfectoral du 02/04/1981	Pollution des eaux	Déjà signalé lors de l'inspection du 25/05/2004
<ul style="list-style-type: none">• L'inspection a constaté la présence d'eau souillée par des hydrocarbures sur l'emprise du chemin de roulement (rails/de la grue de chargement « SERAM »).• Suite à des pluies, la pente défavorable conduirait les eaux polluées vers la Seine située à proximité immédiate (absence de rétention). <p>Relevé de décision : lettre à l'exploitant, projet de mise en demeure, et projet de lettre à Monsieur le Procureur : assurer la rétention des eaux susceptibles d'être polluées [Délai maximal : 3 mois].</p>		

2. AUTRES OBSERVATIONS

Titres I et II de l'arrêté préfectoral du 02/04/1981	Descriptif des installations et prescriptions générales	Déjà signalé lors de l'inspection du 25/05/2004
<ul style="list-style-type: none"> Des activités du site ont évolué et de nombreuses prescriptions (pollution des eaux, incendie, explosions, engins de guerre, ...) de cet arrêté du 2 avril 1981 ne sont plus adaptées aux réductions des risques et des impacts (eau, ...). L'exploitant, par transmission du 10 juillet 2006, nous a adressé un pré-dossier de régularisation/extension (implantation d'une grosse ligne de broyage, ...). Par courrier du 26 juillet 2006, l'inspection a fourni à l'exploitant la liste des compléments nécessaires pour le rendre conforme aux articles 2 et 3 du décret n° 77-1133 du 21/09/1977. A ce jour, l'inspection n'a rien reçu et madame la responsable d'exploitation jointe au téléphone le 17 janvier 2007, a déclaré qu'elle ne connaissait pas l'évolution de cette extension. Il est donc nécessaire d'actualiser les prescriptions après réception d'un dossier d'actualisation conforme à la réglementation. <p>Relevé de décision : lettre à l'exploitant et proposition d'arrêté préfectoral complémentaire : adresser en préfecture un dossier d'actualisation/régularisation conforme au décret n° 77-1133.</p>		
Paragraphes 2.1 du titre I de l'arrêté préfectoral du 02/04/1981	Prescriptions générales – Emplacement	Déjà signalé lors de l'inspection du 25/05/2004
<ul style="list-style-type: none"> Un emplacement spécifique est dédié au stockage des corps creux (bouteilles de gaz, extincteurs, ...). <p>Pas d'observation particulière.</p>		
Paragraphes 2.7.3 du titre II de l'arrêté préfectoral du 02/04/1981	Incendie	Déjà signalé lors de l'inspection du 25/05/2004
<ul style="list-style-type: none"> Le poste de découpage des ferrailles était implanté à plus de 8 mètres des ferrailles susceptibles d'être enduites de produits huileux. <p>Pas d'observation particulière.</p>		

Prévention des intrusions
<ul style="list-style-type: none"> La clôture située côté Seine, constituée de traverses insérées dans des poteaux métalliques, présente en certains endroits une hauteur insuffisante (bien inférieure à 2 m). En effet, il manque des traverses sur 4 travées. Le mur côté Sud-Est est cassé sur la partie inférieure d'une travée. <p>Relevé de décision : lettre à l'exploitant : assurer la fermeture satisfaisante du site [Délai maximal : 1 mois].</p>
Protection des personnes en cas d'accident majeur provenant de GRANDE PAROISSE
<ul style="list-style-type: none"> Le site situé face aux installations potentiellement dangereuses de la société GRANDE PAROISSE (stockages, synthèse de l'ammoniac, ...) se trouve au sein des zones de dangers Z1 et Z2 des installations. Aucun affichage des consignes pour le personnel et les usagers du centre n'a été trouvé. L'exploitant a précisé que les bureaux étaient en cours de changement (bureaux neufs). <p>Relevé de décision : lettre à l'exploitant : procéder à l'affichage des consignes de début et de fin d'alerte, à la localisation des bâtiments de confinement et à la conduite à tenir (étanchéification,) [Meilleurs délais].</p>

Procédures de contrôle des déchets à l'arrivée – Détection de la radioactivité	
<ul style="list-style-type: none"> L'exploitant a mis en place un portique de détection de la radioactivité pour les déchets entrant sur son centre. Ce contrôle comporte notamment, depuis 2001, un passage du véhicule et de son chargement sous un portique de détection de radioactivité. L'inspection a constaté que le portique de détection était en place, mais qu'il n'était pas relié à l'informatique (valeurs des seuils et niveau de radioactivité). Dans ce cadre, l'exploitant a déclaré que le renouvellement des bureaux avait entraîné le débranchement début janvier de l'information de détection de radioactivité du portique et qu'elle serait rétablie d'ici fin janvier 2007. 	
Relevé de décision : lettre à l'exploitant : procéder à une mise en conformité du dispositif de détection de la radioactivité des déchets entrant dans l'entreprise [meilleurs délais].	
Transformateur PCB	
<ul style="list-style-type: none"> Absence de l'affichage de la présence de PCB. Le gyrophare d'information du local est cassé et mal fixé. 	
Relevé de décision : lettre à l'exploitant : mettre en œuvre les affichages en conformité avec les règles applicables et remettre à niveau le gyrophare d'alerte [Délai maximal : 15 jours].	
R.I.A., poteau incendie et extincteurs	
<ul style="list-style-type: none"> L'inspection a constaté qu'un nouveau R.I.A. et qu'un nouveau poteau incendie étaient implantés côté Sud de la société. L'exploitant a précisé que leur mise en eau était en cours (installation d'un compresseur). Le R.I.A. adossé à l'atelier a fonctionné correctement. Les extincteurs ont été contrôlés en août 2006. 	
Pas d'observation particulière.	
Entretien, présentation du site	
<ul style="list-style-type: none"> Les abords du site, côté entrée, sont jonchés, en limite de propriété, de déchets divers déposés (gravats, véhicule, ...). 	
Relevé de décision : lettre à l'exploitant : assurer l'entretien permanent et améliorer l'intégration paysagère du site.	
Séparation des sociétés CFF et Eco PHU	
<ul style="list-style-type: none"> Une benne appartenant à Eco PHU (récupération/tri de pneumatiques usagés) est présente sur le site CFF. La clôture séparant les 2 sociétés a été enlevée sur plusieurs mètres. 	
Relevé de décision : lettre à l'exploitant : assurer la séparation des activités des 2 sociétés [Délai maximal : 1 mois].	
Avaloirs du déboureur	
<ul style="list-style-type: none"> 2 avaloirs de la zone « parcs métaux » sont encombrés par des poussières diverses. 	
Relevé de décision : lettre à l'exploitant : remettre à niveau (et périodiquement) les dispositifs de drainage des eaux de ruissellement [Délai maximal : 8 jours].	

Pollution des eaux

- La cuvette de rétention de la cuve aérienne gazole/fioul contient des eaux souillées (volume estimé à 3 m³).
- Les 2 bidons disposés au droit des 2 boucles de remplissage de la cuve gazole/fioul sont quasiment plein d'eaux souillées par des hydrocarbures.
- La cuvette de rétention de la cuve de récupération des huiles usagées contient des eaux souillées (volume estimé à 100 litres).

Relevé de décision : lettre à l'exploitant : procéder à la vidange (et aussi souvent que nécessaire) des rétentions des cuves de produits dangereux et adresser à l'inspection les justificatifs quant à l'enlèvement/élimination/valorisation par toute société autorisée de ces produits [Délai maximal : 1 mois].

- 2 fûts d'huile de 208 litres de capacité unitaire sont stockés en dehors de toute rétention dans l'atelier.

Relevé de décision : lettre à l'exploitant : assurer une rétention conforme pour ces 2 fûts [Délai maximal : 1 mois].

- Au moins 2 bacs (local atelier de batteries usagées fuient (perte de confinement d'acide sulfurique).

Relevé de décision : lettre à l'exploitant : assurer l'étanchéité des bacs d'entreposage des batteries (accumulateurs) [Délai maximal : 1 mois].

2 avril 1981

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ROUEN, le

- ARRÊTÉ -

Service de l'environnement
4ème bureau

PB/CoB - poste 972

Le préfet de la région de Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

Officier de la légion d'honneur,

V U :

La demande en date du 14 janvier 1980 complétée les 24 avril et 3 juin 1980 par laquelle la S.A Compagnie Française des Ferrailles dont le siège social est II9, avenue du général Michel Bizot 75579 PARIS sollicite l'autorisation de poursuivre à titre de régularisation l'exploitation d'une activité de récupération et stockage de déchets de métaux exercée à GRAND-QUEVILLY, boulevard de stalingrad.

Les plans et autres documents joints à cette demande,

La loi du 19 juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.II33 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi précitée,

L'arrêté préfectoral du 22 septembre 1980 annonçant l'ouverture d'une enquête publique de 1 mois du 21 octobre 1980 au 20 novembre 1980 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Michel VIEVARD comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté à la mairie, et dans le voisinage de l'établissement,

Le certificat du maire de GRAND-QUEVILLY constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis de M. le commissaire enquêteur,

L'avis de M. le directeur départemental de l'agriculture,

L'avis de M. le directeur départemental de l'équipement,

L'avis de M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis de M. le directeur départemental de la sécurité civile,

L'avis de M. le directeur départemental du travail et de l'emploi,

.../...

L'avis de M. l'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours,

La délibération du conseil municipal de GRAND-QUEVILLY en date du 15 décembre 1980,

Le rapport de M. l'inspecteur des installations classées en date du 11 février 1981,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 10 mars 1981,

Les notifications faites au demandeur les 25 février 1981 et 19 mars 1981,

A R R Ê T E :

ARTICLE 1er : La S.A. Compagnie Française des Ferrailles dont le siège social est 119, avenue du général Michel Bizot 75579 PARIS est autorisée à poursuivre à titre de régularisation l'exploitation d'une activité de stockage et de récupération de déchets de métaux exercée à GRAND-QUEVILLY, boulevard de Stalingrad.

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions suivantes :

TITRE I - DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS

Cette exploitation comprend les opérations suivantes :

- réception de la ferraille,
- triage à l'aide d'une pelle hydraulique,
- découpage et compactage effectués respectivement à l'aide d'une cisaille et d'une presse hydraulique,
- fabrication de paquets à l'aide d'une presse hydraulique à paqueter de marque HARRIS,
- passage de la ferraille, en grandes longueurs, dans une cisaille hydraulique dans le but d'obtenir des coupes variables,
- chargement après triage des produits sur bateaux ou en wagons, en vue de l'expédition vers des fonderies ou des sociétés d'affinage.

Les installations seront implantées conformément aux plans joints à la demande.

Toute modification notable de l'implantation ou des caractéristiques des installations devra faire l'objet d'une déclaration préalable à Monsieur le préfet de la région de Haute-Normandie.

.../...

Tout accident ou incident susceptible de provoquer, ou ayant provoqué, une nuisance accidentelle ou entraîné un danger devra faire l'objet d'une déclaration immédiate à l'Inspection des Installations Classées.

Les activités exercées sur le chantier sont répertoriées sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

- n° 282.2° : déclaration : travail des métaux
- n° 286 : autorisation : stockage et récupération de déchets de métaux, d'alliages, de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage...

TITRE II - PRESCRIPTIONS GENERALES

Les prescriptions du présent titre sont applicables de façon générale aux installations visées au titre I. Elles ne font pas obstacle à l'application des dispositions particulières visées aux titres suivants.

2.1. Emplacements

Un emplacement spécial dont le sol sera étanche et formera cuvette de rétention, sera réservé pour la réception éventuelle :

- des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...). Ces objets seront revêtus de la lettre "D" (dangereux) inscrite à la peinture rouge.
- des corps creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle etc...) tels les bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses ainsi que les tubes de forme diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

L'ensemble de ces objets suspects ou de certains lots présumés d'origine dangereuse ne doivent en aucun cas être travaillés. Ils seront laissés sur l'aire prévue à cet effet et visée précédemment et devront être enlevés dans les plus brefs délais par les services compétents (service de déminage, gendarmerie nationale...).

2.2. Aménagements du chantier et implantation des matériels

- La surveillance du chantier sera assurée par un système de gardiennage.

- Les voies d'accès aux aires de stockage seront bitumées.

- Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

- Les lots de vieux métaux seront stockés, avant triage et d'après leur provenance sur des aires nettement délimitées.

- Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état sur le chantier plus de trois mois.

2.3. Pollution des eaux

2.3.1. Une ou plusieurs aires spéciales, nettement délimitées, seront réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour le dépôt des copeaux, tournures, pièces, matériels, etc... enduits de graisses, huiles produits pétroliers, produits chimiques divers etc...

Le sol sera imperméable et formera cuvette de rétention.

2.3.2. Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles etc... récupérés qui seront évacués vers un traitement approprié.

2.3.3. Les eaux de lavage des camions subiront un traitement approprié avant rejet en Seine.

La teneur de l'effluent en hydrocarbures ne devra pas dépasser 15 mg/litre (norme AFNOR T 90 202) ou 20 mg/litre (norme AFNOR T 90 203).

2.3.4. Les eaux usées issues des bureaux, de l'atelier (lavabos), des logements sociaux et du logement du gardien seront également traitées avant rejet.

Un dossier de demande d'autorisation préalable à toute réalisation sera soumis à l'approbation du Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale.

2.3.5. L'ensemble des différents rejets devra satisfaire aux conditions suivantes :

- teneur en matières en suspension inférieure à 50 mg/litre.
- teneur en DB05 inférieure ou au plus égale à 100 mg/litre.

- concentration en matières organiques telle que la teneur en azote total du liquide n'excède pas 30 mg/litre si on l'exprime en azote élémentaire ou 40 mg/litre si on l'exprime en ions ammonium.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des analyses soient effectuées sur les effluents rejetés. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Le rejet des eaux pluviales et des eaux de refroidissement de la presse hydraulique à paqueter pourra continuer à s'effectuer tel quel à condition qu'aucune communication d'huile dans le circuit de refroidissement de la presse ne soit possible.

2.3.6. Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout déversement même accidentel, de produits susceptibles, par leur nature, leur concentration et leur condition de rejet, de nuire à la faune ou à la flore ou de façon générale aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

2.4. Pollution de l'atmosphère

2.4.1. Tout brûlage des "stériles" (tels qu'ils sont définis dans la circulaire du 10 avril 1974 relative aux dépôts et activités de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux), des caoutchoucs et des déchets divers (cables...) est interdit.

2.4.2. Les opérations de découpage au chalumeau de pièces souillées de graisses, huiles etc... seront précédées d'un dégraissage afin d'éviter tout dégagement de fumées et pallier un risque d'incendie.

2.4.3. Le brûlage des huiles usées est interdit.

2.4.4. Toutes mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières. Les voies de circulation seront en particulier entretenues et arrosées en saison sèche en tant que besoin.

2.5. Déchets

Les déchets engendrés par les activités sont de deux types : déchets banals et déchets spéciaux.

2.5.1. Les déchets banals seront évacués et éliminés conformément aux dispositions réglementaires sur les déchets (circulaire du 22 janvier 1980).

2.5.2. Les déchets spéciaux, tels qu'ils sont définis à l'article 3 du décret du 19 août 1977, devront être éliminés soit en centre de traitement soit sur une décharge spécialement aménagée pour ce type de déchets. Les conditions d'élimination seront soumises à l'accord préalable de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les déchets spéciaux devront être déclarés à l'Inspecteur des Installations Classées qui pourra alors instituer une procédure d'information périodique sur la production et l'élimination de ces déchets.

2.5.3. En particulier, l'huile de vidange, l'huile des machines outils et l'huile des machines hydrauliques devront subir un traitement approprié ou seront évacuées selon les conditions visées précédemment.

Les résidus de filtration éventuels seront évacués en vue d'un traitement adéquate.

2.5.4. Des analyses de la qualité des déchets pourront être demandées par l'Inspection des Installations Classées. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

2. 6. Bruit

2.6.1. L'ensemble des installations sera soumis aux dispositions de l'instruction ministérielle du 21 juin 1976.

Les niveaux sonores ne devront excéder :

- 70 d B A : jour : de 7h à 20h
- 65 d B A : période intermédiaire : de 6h à 7h et de 20h à 22h ainsi que les dimanches et jours fériés.
- 60 d B A : nuit : de 22h à 6h

L'Inspecteur des installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

2.6.2. Les groupes moto-compresseurs et les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, autre que les véhicules automobiles soumis au code de la route, doivent respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantiers.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au code de la route, circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du code de la route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier, à l'exception de ceux utilisables exceptionnellement pour des raisons de sécurité.

2.6.3. Toute activité de broyage de véhicules automobiles devra faire l'objet d'une demande préalable à l'Inspecteur des Installations Classées.

2.6.4. L'activité de travail des métaux sera exploitée conformément à l'arrêté type n° 282 joint au présent arrêté.

2.6.5. L'activité de découpage de bateaux est interdite.

2.7. Incendie

2.7.1. La quantité de stériles sera limitée à 300 mètres cubes.

2.7.2. Dans le cas où les véhicules automobiles seraient découpés au chalumeau, ils devront préalablement être débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

2.7.3. Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 mètres des dépôts prévus à l'article 2.1, et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.

2.7.4. Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- de broyage des véhicules
- prévues à l'article 2.1
- réservées aux dépôts de stériles, liquides inflammables et toutes matières combustibles.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

2.7.5. Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra immédiatement et efficacement être combattu.

A cet effet, on disposera de moyens de secours appropriés aux risques (extincteurs à poudre polyvalente, sable) notamment à proximité des différents stockages de liquides inflammables et des tableaux électriques (article R 233.38 du code du travail).

Des consignes de sécurité seront établies, elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

Le matériel de lutte contre l'incendie sera maintenu en permanence en état d'utilisation, on veillera notamment à protéger les installations contre le gel.

2.8. Explosion

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne),
- service des munitions des armées (terre, air, marine) ;
- gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

2.9. Hygiène - Sécurité

2.9.1. Les distances minimales suivantes devront être respectées :

- 35 mètres entre les postes de récupération tels que broyage, découpage, cisailage, cassage, etc... et les voies de circulation routière et ferroviaire (à l'exception des voies "en

.../...

embranchement" desservant le chantier),

- 10 mètres entre les dépôts et les cours d'eau ou plans d'eau le littoral,
- 8 mètres entre la clôture du chantier et les dépôts de produits inflammables et matières combustibles situés sur le chantier.

En outre, en l'absence de mesures édictées par le préfet ou par le maire en vue d'assurer la prévention des incendies de forêts, de faciliter la lutte contre les incendies et d'en limiter les conséquences, on observera une distance d'au moins 50 mètres entre les emplacements prévus à l'article 2.3.1. les dépôts de produits inflammables et de matières combustibles et le début de tout espace boisé (bois, forêt, landes, maquis, plantations et reboisements). Cette distance, qui en aucun cas ne pourra être inférieure à 50 mètres, sera fixée après consultation des services forestiers et de défense contre l'incendie responsables, en fonction des conditions locales.

2.9.2. Tout travailleur affecté à une opération de triage doit être spécialement suivi et conseillé dans son travail pendant une période minimale de trois mois.

Il doit, en outre, être apposé bien en évidence aux divers postes de travail :

- un règlement d'atelier contenant les prescriptions des mesures de prévention en vigueur et leurs commentaires.
- des affiches ou dépliants reproduisant les silhouettes de principaux types d'engins de guerre ou munitions susceptibles d'être rencontrés lors des opérations de récupération ou de triage.

2.9.3. L'exploitant devra réaliser les aménagements suivants :

- aménager dans les divers bâtiments des issues pour le personnel en conformité avec le code du travail (article R 233.23 et R 233.28),
- installer dans les bâtiments un éclairage de sécurité conforme aux dispositions de l'arrêté du 10 novembre 1976 (article R 233.28)
- implanter des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques (extincteurs, sable) notamment à proximité des différents stockages de produits inflammables et des tableaux électriques (article R 233.38).
- organiser l'exploitation en tenant compte des recommandations faisant l'objet de la fiche du centre national de prévention et de protection relative à la récupération des métaux.

2.9.4. Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée de dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée de un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

La société pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

- a) aux chapitres I et II du titre II du livre II du Code du travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) au décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) au décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet, en cas d'interruption de fonctionnement pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

ARTICLE 6 : M. le secrétaire général de la Seine-Maritime, M. le maire de GRAND-QUEVILLY, M. le directeur interdépartemental de l'industrie de Haute-Normandie, MM. les inspecteurs des installations classées, M. le directeur départemental du travail et de l'emploi, MM. les inspecteurs du travail, M. l'inspecteur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités, et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la porte de la mairie de GRAND-QUEVILLY, pendant un délai minimum d'un mois. En vue de l'information du public, un avis sera également inséré aux frais de la société intéressée, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 2 avril 1981

Pour ampliation,
le chef du service de
l'environnement,

M. BARBOTIN

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Claude SILBERZAHN